





## Topical Focus Working Group 2021 / Groupe de travail thématique 2021

Len Findlay, University of Saskatchewan (Chair/Président); Pierre Anctil, uOttawa; Dean Eurich, University of Alberta; Rhoda Howard-Hassmann, Wilfrid Laurier University; Robert Leckey, McGill University; Jill Vickers, Carleton University

## **Academic Freedom and Responsibility**

Fundamental questions regarding the role of the university in contemporary society crystallize around what constitutes academic freedom. While this notion is arguably meant to protect a safe space of critique of or dissent from state or corporate control, the university is increasingly dependent on both sectors for the resources it needs to function, expected to produce economically productive citizens, and offer the central avenue for social mobility in a stratified society – all of which imbricate it in the very interests it is meant to be free to critique.

The notion of academic freedom is also meant to protect a safe space of knowledge production, understood as a process separable from immediate social, economic or political interests or conditions. This understanding has been destabilized as we increasingly see knowledge production as a situated, political, social construction — with the inevitable result of requiring debate over what should count as legitimate knowledge and why. To the extent to which the university did indeed democratize in the period following WWII, it has increased the diversity of stakeholders, and therefore of voices and positions and interests in defining legitimate knowledge.

The university is a participant in contemporary reckonings with the violences of colonialism and capitalism, past and present, especially as linked to a wide variety of patterns of domination, including systemic racism and patriarchy. This leads to questions about the university as a legitimate and privileged space of knowledge production, as a source indeed of authorization, or what we might call "expertise".

Somewhere, then, the notion of a space safe for dissent encounters the notion of a space capable of exerting a violence of its own, as we try to hold in one frame the ideas of academic freedom, human dignity and equity of access to resources.

The aim of this TFWG is: 1) to articulate the core elements of what these debates have in common: what the core issues are; 2) to summarize key elements of major perspectives on these issues; 3) to provide a set of principles and goals which might be useful as a guide to thinking through specific cases. At the same time, TFWG members will be requested to refine this charge and develop their own approach to responding to it.

Outputs: The TFWG is expected to prepare a document or a series of documents for public release, but the group is free to determine the form, the target audience, and authorship. Ideally, certain outputs will be available for the 2021 COEE.







## Liberté et responsabilité universitaire

Les questions fondamentales concernant le rôle de l'université dans la société contemporaine se cristallisent autour de la définition de la liberté universitaire. Alors que cette notion est sans doute la gardienne d'un espace sûr de critique ou de dissidence du contrôle de l'État ou des entreprises, l'université dépend de plus en plus de ces deux secteurs pour les ressources dont elle a besoin pour fonctionner, pour produire des citoyens économiquement productifs et pour permettre la mobilité sociale dans une société stratifiée, l'imbriquant ainsi dans les intérêts mêmes qu'elle est censée être libre de critiquer.

La notion de liberté universitaire vise également à protéger un espace sûr de production de connaissances, considéré comme un processus distinct des conditions ou des intérêts sociaux, économiques ou politiques immédiats. Cette définition s'est érodée car nous considérons de plus en plus la production de connaissances comme une construction politique et sociale, ayant pour résultat inévitable d'exiger un débat sur ce qui devrait être considéré comme un savoir légitime et pourquoi. Dans la mesure où l'université s'est effectivement démocratisée au cours de la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, elle a accru la diversité des parties prenantes, et donc des voix, des positions et des intérêts dans la définition des connaissances légitimes.

L'université participe aux réflexions contemporaines sur les violences du colonialisme et du capitalisme, passées et présentes, en particulier celles liées à une grande variété de modèles de domination, dont le racisme systémique et le patriarcat. Cela conduit à s'interroger sur l'université en tant qu'espace légitime et privilégié de production de connaissances, en tant que source d'autorisation, ou ce que l'on pourrait appeler « expertise ».

Ainsi, à un moment donné, la notion d'un espace sûr pour la dissidence rencontre la notion d'un espace capable d'exercer une violence qui lui est propre, alors que nous essayons de maintenir dans un même cadre les idées de liberté universitaire, de dignité humaine et d'équité d'accès aux ressources.

L'objectif de ce groupe de travail est : 1) d'articuler les éléments essentiels et communs à ces débats, de définir les questions centrales ; 2) de résumer les éléments clés des principales perspectives sur ces questions ; 3) de fournir un ensemble de principes et d'objectifs qui pourraient être utiles dans la réflexion sur des cas spécifiques. Dans le même temps, il sera demandé aux membres du groupe de travail d'affiner ce mandat et de développer leur propre approche pour y répondre.

Résultats : Il est attendu du groupe de travail qu'il prépare un document ou une série de documents pour diffusion publique, mais le groupe est libre de déterminer la forme, le public cible et l'auteur. Idéalement, certains rapports seront disponibles pour la COEE 2021.